

Médias sous influence : l'empire Bolloré

Tess Triponez, Teicir Bouazizi, Benoît Jaques, Etienne Bergeon, Ryad Aït-Slimane

Étudiant-e-s en ingénierie des médias, 1^{ère} année, HEIG-VD

Et si l'information consommée chaque jour était déjà filtrée sans que quiconque ne s'en rende compte ? Derrière le semblant de journal, radio et chaîne de télévision « impartiale » se cache un empire tenant dans la paume de la main d'un seul homme : Vincent Bolloré. En quelques années, cet oligarque stratège a su conquérir une part majeure du paysage médiatique français. De CNews au Journal du Dimanche, en passant par Europe 1, Bolloré ne se contente pas de diffuser de l'info, il ajuste les récits, impose ses valeurs et influence les esprits. Sous ce mécanisme d'un pouvoir médiatique tentaculaire, une question se pose : que devient la démocratie quand une seule voix peut faire taire toutes les autres ?

I. ENJEUX MÉDIATIQUES

La concentration médiatique entre les mains d'acteurs privés pose des enjeux majeurs pour la démocratie. Quand ceux qui possèdent les journaux, les chaînes ou les maisons d'édition s'en servent pour défendre leurs convictions ou leurs intérêts, l'information cesse d'être un contre-pouvoir. Elle devient un levier d'influence et lorsque cette logique s'impose à grande échelle, ce n'est plus seulement la diversité d'opinion qui recule, c'est l'équilibre même du débat public qui bascule.

II. UN PARCOURS REPRÉSENTATIF

Vincent Bolloré n'est pas un simple industriel. Issu d'un milieu conservateur et catholique, il a grandi dans une culture valorisant l'autorité et la discrétion. Cette trajectoire éclaire sa manière d'agir : il voit le monde comme un champ d'influence à structurer selon ses propres valeurs [1].

Dès les années 2000, fort de sa puissance financière, il étend ses activités de la logistique à l'univers des médias. Il entre d'abord dans Havas, puis dans Vivendi, et prend peu à peu le contrôle du groupe Canal+, Prisma Media, Editis et Hachette. Ce mouvement ne relève pas d'une simple logique de diversification : Bolloré comprend que les médias sont des instruments de pouvoir culturel. Il veut autant contrôler les récits que les flux de marchandises [2].

CNews devient sous son impulsion une chaîne d'opinion assumée, en rupture avec les standards journalistiques traditionnels. La chaîne accumule plus de 40 rappels à l'ordre de l'ARCOM (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique), anciennement le CSA, pour non-respect du pluralisme [3]. Son orientation conservatrice est flagrante : les figures récurrentes de ses plateaux portent une vision du monde réactionnaire, nationaliste, parfois identitaire. Cette dérive est dénoncée par plusieurs enquêtes journalistiques, notamment dans Le Monde et France Inter [4].

Ce virage idéologique s'explique par une volonté explicite de peser sur l'opinion. Vincent Bolloré affirme lui-même que « deux libertés s'opposent : celle des femmes à avorter, et celle des enfants à vivre » [5], révélant l'empreinte directe de ses convictions personnelles sur la ligne éditoriale de ses médias. Il ne s'agit donc pas simplement de rentabilité, mais d'une stratégie d'emprise culturelle.

À travers cet empire médiatique, Bolloré construit un appareil idéologique cohérent avec son milieu d'origine. En intégrant toute la chaîne de production culturelle, il impose une vision du monde, sans véritable contrepoids. Il se sert de ses médias pour orienter l'opinion publique selon ses convictions, en marginalisant les voix discordantes.

A. Stratégie d'acquisition

La stratégie de Bolloré s'articule autour de plusieurs axes dont la prise de participation progressive : il commence généralement par acquérir une part minoritaire dans une entreprise, augmentant progressivement sa participation jusqu'à en prendre le contrôle. Un second axe comprend le ciblage d'actifs stratégiques : il s'intéresse aux médias ayant une forte audience ou une influence significative sur l'opinion publique.

Ensuite, l'intégration verticale : en contrôlant à la fois la production de contenu (éditeurs, chaînes de télévision) et sa diffusion (plateformes, réseaux), il optimise la rentabilité et la synergie entre ses différentes entités.

Finalement, l'influence éditoriale : une fois l'acquisition réalisée, il n'hésite pas à orienter la ligne éditoriale des médias pour qu'elle corresponde à sa vision, ce qui a suscité des critiques concernant la pluralité de l'information [6].

B. Les médias détenus par Bolloré

Vincent Bolloré possède un vaste empire médiatique structuré autour de plusieurs types de médias. En télévision, il contrôle le groupe Canal+ (CNews, Canal+, C8 (anciennement), CStar), influent dans l'information et le divertissement. Ce qui est intéressant, c'est que malgré un chiffre d'affaires élevé la majorité de ses médias télévisés essuient des pertes chaque année [7]. Par exemple, en 2024, le groupe Canal+ a eu une perte importante de 147 millions [8]. Cette année a été un peu particulière pour le groupe car il a dû assumer des charges exceptionnelles, surtout dues à la fermeture de C8. Cependant, de manière générale, la concurrence accrue comme les plateformes de streaming et le déclin des revenus publicitaires sont les causes principales de ces déficits. Pour donner un aperçu des autres médias, il possède aussi de la presse écrite (Lagardère News), des radios (Europe 1, RFM et Europe 2), des médias numériques (Dailymotion et la plateforme de streaming MyCanal), des maisons d'édition (Grasset, Fayard, Le Livre de Poche) et même dans la musique (Universal Music Group). Le

diagramme en annexe [Fig.1] donne un meilleur aperçu de l'étendue de l'empire médiatique de Vincent Bolloré et de la diversité des secteurs qu'il contrôle. Elle permet de visualiser comment, à travers ses différentes filiales, il est présent dans tous les types de média. Cette concentration lui offre une influence majeure sur la production et la diffusion de contenus en France [9].

III. FAÇONNAGE DE L'OPINION PUBLIQUE

La concentration des médias entre les mains de Vincent Bolloré suscite de vives inquiétudes. Quand un seul empire contrôle autant de canaux d'information, le risque de manipulation de l'opinion publique devient réel [10]. Bolloré, en s'appropriant une part croissante du paysage médiatique, sait manier les outils de propagande.

A. Chambre d'écho

CNews est une chaîne appartenant à Bolloré. Cette plateforme est fréquemment pointée du doigt du fait qu'elle présente des chroniqueurs partageant les mêmes idées conservatrices, identitaires ou réactionnaires (Éric Zemmour, Charlotte d'Ornellas, etc.) [11]. Au travers de cela, les téléspectateurs sont enfermés dans une vision du monde qui se réverbère, sans contradiction réelle. Le but est d'orienter progressivement l'opinion publique dans une seule direction en favorisant un climat idéologique fermé sans remise en question possible, dans le cas présent, la droite radicale.

Ce principe s'appelle la chambre d'écho. Il se base sur la transmission répétée d'une idée jusqu'à ce que celle-ci soit acceptée par le public ciblé [12]. C'est un biais cognitif d'autant plus puissant lorsqu'il est utilisé et transmis dans un contexte cross-média par des canaux différents (télévision, presse écrite, radio), appartenant à la même personne. Ce levier est exécuté avec une efficacité redoutable par les médias détenus par Bolloré [13].

B. Procédures bâillons

À la suite de la diffusion d'un reportage de l'émission « Complément d'enquête », qui critiquait les activités de Vincent Bolloré en Afrique, celui-ci a intenté une action en justice contre France 2, réclamant 50 millions d'euros [14]. D'autres poursuites similaires contre des médias comme Bastamag et Mediapart, montrent comment Bolloré utilise les procédures bâillons pour intimider la presse écrite et les enquêtes sensibles [15].

Une procédure bâillon est une action en justice, souvent pour diffamation, lancée par des individus ou des entreprises puissantes contre des journalistes ou des ONG (Organisations Non Gouvernementales). Le but visé est de faire taire les voix critiques en les intimidant et en les écrasant de frais juridiques. Gagner le procès n'est pas l'objectif principal. Cette méthode peut décourager et dissuader les médias de diffuser certaines informations sensibles. Cette procédure développe un climat de censure et de crainte [16]. Par ce biais, et grâce à son pouvoir financier Bolloré, contrôle la diffusion de contenus médiatiques et entrave la liberté d'expression.

C. Boucle de rétroaction

En 2024, avant les élections législatives, les médias de Vincent Bolloré : CNews, Europe 1 et Le Journal du Dimanche ont

diffusé de manière accrue des contenus sécuritaires et identitaires mettant en avant l'alliance du Rassemblement National et des Républicains. Cette stratégie médiatique a aidé à faire accepter des positions politiques conservatrices. Celles-ci peuvent à leur tour défendre les intérêts du groupe Bolloré. Ce phénomène illustre une boucle de rétroaction, dans laquelle l'exposition médiatique renforce l'influence politique. Celle-ci contribue aux bénéfices économiques, lesquels favorisent l'augmentation du contrôle médiatique [17]. Par ce biais, chaque levier alimente les autres. Cette boucle renforce le pouvoir de Bolloré sur le récit public et son image et lui attribue un pouvoir politique indirect.

IV. LES ENJEUX DERRIÈRE CE MONOPOLE DES MÉDIAS

A. Politique

1) L'Ascension d'Éric Zemmour et CNews :

Le rôle spécifique de CNews dans la promotion d'Éric Zemmour, une figure controversée de l'extrême droite, est un exemple frappant de cette influence [18]. CNews a été décrit comme un instrument clé dans le développement de la persona politique de Zemmour, lui offrant un tremplin pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2022 [19]. La chaîne lui a accordé un temps d'antenne considérable, même après qu'il ait été légalement classé comme personnalité politique, ce qui a entraîné un examen minutieux de la part des autorités de régulation [20]. Des accusations ont été portées selon lesquelles CNews aurait contribué à la diffusion d'idées d'extrême droite, y compris la théorie du « Grand Remplacement », via la plateforme offerte à Zemmour. Les propos controversés de Zemmour sur CNews, y compris des condamnations pour incitation à la haine raciale, et les amendes infligées à la chaîne en conséquence, soulignent la nature polémique du contenu diffusé. La relation étroite entre CNews et Zemmour illustre clairement comment les médias de Bolloré peuvent activement promouvoir une figure politique et une idéologie spécifique, influençant potentiellement l'opinion publique et l'agenda politique.

2) La Transformation du Journal du Dimanche (JDD) :

L'acquisition controversée du JDD par Bolloré en 2023 et la nomination subséquente de Geoffroy Lejeune, un journaliste d'extrême droite, comme rédacteur en chef constituent un autre cas significatif. La grève sans précédent de 40 jours des journalistes du JDD pour protester contre la nomination de Lejeune souligne leurs préoccupations concernant l'indépendance éditoriale du journal et un glissement vers l'extrême droite [21]. L'exode massif de journalistes du JDD à la suite de la prise de contrôle de Lejeune indique un changement fondamental dans l'identité et les valeurs du journal. Des accusations ont été portées selon lesquelles le JDD, sous la direction de Lejeune, a adopté une ligne éditoriale d'extrême droite, promouvant des thèmes anti-immigration et islamophobes. Certains annonceurs se sont retirés du JDD en raison de sa nouvelle orientation politique [22]. Le cas du JDD illustre de manière frappante l'intervention directe de Bolloré dans un média historiquement grand public pour imposer un agenda idéologique spécifique, impactant potentiellement la diversité des points de vue politiques disponibles au public.

3) *Défis Réglementaires et Réactions Publiques*

L'ARCOM a émis plusieurs avertissements et sanctions à l'encontre des chaînes de Bolloré, notamment CNews et Europe 1, pour des violations des normes journalistiques et du pluralisme. Des amendes ont été infligées à CNews pour incitation à la haine raciale et manquement au respect de l'honnêteté et de la rigueur dans le traitement de l'information. Europe 1 a également reçu des avertissements pour avoir surreprésenté des invités d'extrême droite [23]. Le Conseil d'État a ordonné à l'ARCOM de renforcer son contrôle sur CNews en matière de pluralisme et d'indépendance de l'information. La licence de diffusion de C8, une autre chaîne du groupe Bolloré, n'a pas été renouvelée par l'ARCOM en raison de violations répétées liées à son émission phare [23]. Cela entraîne l'arrêt de l'émission de la chaîne sur la TNT, la privant ainsi de son principal canal de diffusion et de son audience grand public. Des accusations de désinformation climatique ont également été portées à l'encontre de CNews et d'Europe 1 [24].

B. Financier

Bolloré a vu son chiffre d'affaires atteindre 3,13 milliards d'euros en 2024, pour dégager un bénéfice de 1,82 milliards d'euros. Le groupe dévoile un résultat net presque 3,5 fois plus élevé qu'en 2023.

En 2025, Vincent Bolloré pèse près de 10 milliards d'euros [25], une fortune bâtie sur des décennies d'affaires industrielles et récemment renforcée par la vente de ses activités africaines pour 5,7 milliards d'euros à MSC. Mais cette manne fait polémique : plusieurs ONG accusent Bolloré d'avoir obtenu des concessions en Afrique par des pratiques douteuses, et réclament la restitution des profits [26].

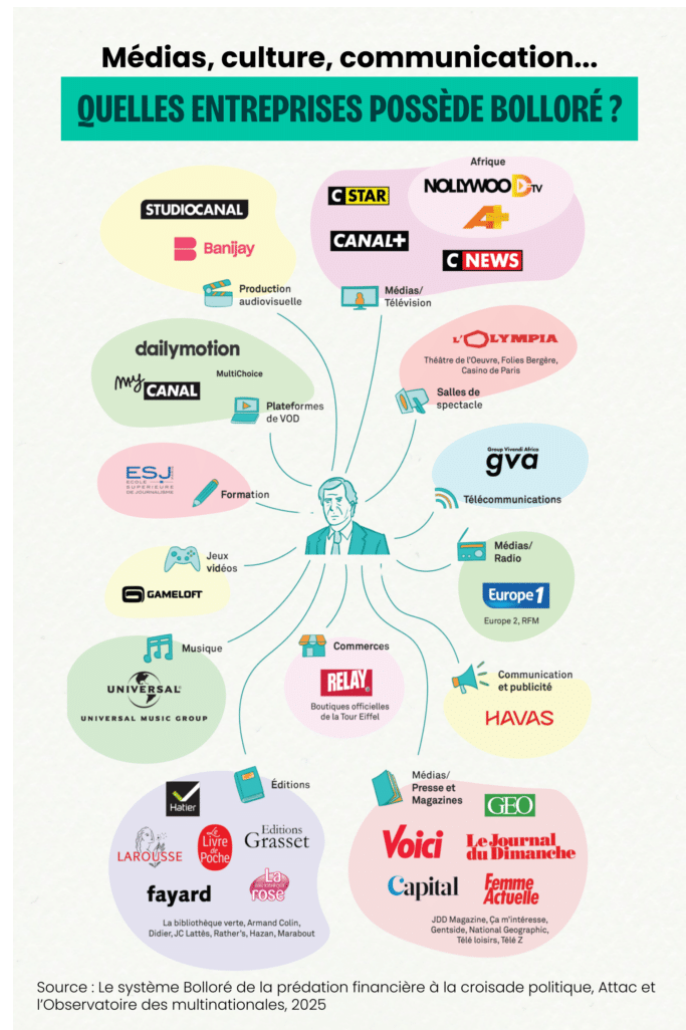
V. CONCLUSION

L'empire Bolloré démontre à quel point l'information peut être détournée à des fins personnelles. Bien qu'un cadre réglementaire national strict ait été mis en place, les dérives restent nombreuses : concentration excessive, biais éditoriaux assumés, pressions judiciaires sur les contre-pouvoirs, et manipulation de l'opinion via des biais cognitifs. Cette réalité soulève des interrogations vertigineuses : si de telles pratiques sont possibles à cette échelle, que dire des grands milliardaires contrôlant des journaux ou des plateformes à portée mondiale ? Qu'advierait-il de la santé démocratique de nos sociétés si ces acteurs venaient à s'allier ? Quel serait le résultat d'une alliance entre les groupes détenus par Bolloré et une entreprise telle que Tencent, créatrice de l'application WeChat, ou encore Meta ? Le monde verrait alors s'entremêler manipulation de l'opinion et exploitation massive de données personnelles. Dans une telle situation, que resterait-il réellement de ce qui appartient intrinsèquement à l'être humain ?

RÉFÉRENCES

- [1] « Des salariés d'Europe 1 manifestent contre « l'emprise croissante de Vincent Bolloré dans les médias », 30 juin 2021. Consulté le: 24 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/06/30/des-salaries-d-europe-1-manifestent-contre-l-emprise-croissante-de-vincent-bollore-dans-les-medias_6086396_3234.html
- [2] « C8 et CNews : plus de 40 rappels à l'ordre de l'Arcom, dont la moitié depuis trois ans », 13 mars 2024. Consulté le: 24 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/03/13/c8-et-cnews-plus-de-40-rappels-a-l-ordre-de-l-arcom-dont-la-moitie-depuis-trois-ans_6221708_4355770.html
- [3] « IVG : pour Vincent Bolloré, auditionné en commission d'enquête, deux « libertés » se « heurtent », dont celle « des enfants à vivre » », 13 mars 2024. Consulté le: 24 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2024/03/13/ivg-pour-vincent-bollore-auditionne-en-commission-d-enquete-deux-libertes-se-heurtent-dont-celle-des-enfants-a-vivre_6221834_3236.html
- [4] « Comment Bolloré et son empire médiatique ont porté l'extrême droite aux portes du pouvoir », France 24. Consulté le: 24 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.france24.com/fr/france/20240702-comment-bollor%C3%A9-et-son-empire-m%C3%A9diatique-ont-port%C3%A9-l-extr%C3%Aame-droite-aux-portes-du-pouvoir>
- [5] Le Monde, « Vincent Bolloré : “CNews raconte la vérité” », 13 mars 2024. Consulté le: 25 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/actualite-medias/video/2024/03/13/vincent-bollore-cnews-raconte-la-verite_6221832_3236.html
- [6] « Quel est le problème entre Vincent Bolloré et les journalistes ? Comprendre en trois minutes », 13 août 2023. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/comprendre-en-3-minutes/article/2023/08/13/quel-est-le-probleme-entre-vincent-bollore-et-les-journalistes-comprendre-en-trois-minutes_6185283_6176282.html
- [7] « Avec C8, CNews et même Canal+, Vincent Bolloré engrange les pertes par millions - 03/07/2023 », La Lettre. Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lalettre.fr/fr/medias_audiovisuel/2023/07/03/avec-c8-cnews-et-meme-canal_-vincent-bollore-engrange-les-pertes-par-millions_109999085-gel
- [8] « Canal+ enregistre une perte nette en 2024 et repousse le rachat de MultiChoice », lecourrier.vn. Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://lecourrier.vn/canal-enregistre-une-perde-nette-en-2024-et-repousse-le-rachat-de-multichoice/1278647.html>
- [9] « La machine de guerre médiatique et culturelle de Vincent Bolloré », Observatoire des multinationales. Consulté le: 2 juin 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://multinationales.org/fr/enquetes/le-systeme-bollore/la-machine-de-guerre-mediatique-et-culturelle-de-vincent-bollore>
- [10] « Concentration des médias : danger pour la démocratie ? | TV5MONDE - Informations ». Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://information.tv5monde.com/economie/concentration-des-medias-danger-pour-la-democratie-76441>
- [11] A. Franque, « Manque de pluralisme : l'Arcom met en garde CNews sur la base de nouveaux critères », Libération. Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.liberation.fr/economie/medias/manque-de-pluralisme-larcom-met-en-demeure-cnews-sur-la-base-de-nouveaux-criteres-20240731_PRMDNC3GY5FSDPFXSIZTY3MO6M/
- [12] « Chambre d'écho (médias) », *Wikipédia*. 25 décembre 2024. Consulté le: 4 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Chambre_d%27%C3%A9cho_\(m%C3%A9dias\)&oldid=221449950](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Chambre_d%27%C3%A9cho_(m%C3%A9dias)&oldid=221449950)
- [13] « Les médias sont-ils responsables de la montée de l'extrême droite ? » Consulté le: 11 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://usbeketrica.com/fr/article/montee-de-l-extreme-droite-les-medias-sont-ils-responsables>
- [14] « Le groupe Bolloré réclame 50 millions d'euros à France 2 », Le Point. Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lepoint.fr/economie/le-groupe-bollore-reclame-50-millions-d-euros-a-france-2-22-07-2016-2056141_28.php
- [15] « “Le Système B” : le documentaire choc de RSF sur le système Bolloré | RSF ». Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://rsf.org/fr/le-syst%C3%A8me-b-le-documentaire-choc-de-rsf-sur-le-syst%C3%A8me-bollor%C3%A9>
- [16] « Les procédures-bâillons contre les journalistes et les ONG augmentent - humanrights.ch ». Consulté le: 4 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.humanrights.ch/fr/nouvelles/procedures-baillons-contre-journalistes-ong-augmentent>
- [17] Q. Collaborators, « Boucle de rétroaction : Qu'est-ce que c'est, quels sont les types de boucle et comment fonctionne-t-elle ? », QuestionPro. Consulté le: 11 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.questionpro.com/blog/fr/boucle-de-retroaction-quest-ce-que-cest-quels-sont-les-types-de-boucle-et-comment-fonctionne-t-elle/>

- [18] « Vincent Bolloré », *Wikipedia*. 9 mai 2025. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Vincent_Bollor%C3%A9&oldid=1289612983
- [19] H. de Lauzun, « France: How CNews Channel Became the Bête Noire of the French Thought Police ». Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://europeanconservative.com/articles/analysis/france-how-cnews-channel-became-the-bete-noire-of-the-french-thought-police/>
- [20] C. Media, « The Fox News of France », *Nieman Reports*. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://niemanreports.org/the-fox-news-of-france-bollor%C3%A9-cnews/>
- [21] B. Chioccioli, « France: crash-test for press freedom as threats of media capture rise », *ipi.media*. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://ipi.media/france-media-freedom-threats-capture/>
- [22] « Hachette Livre staff say they are “ashamed to be associated” with parent company Vivendi », *The Bookseller*. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.thebookseller.com/news/hachette-livre-staff-say-they-are-ashamed-to-be-associated-with-parent-company-vivendi>
- [23] « Europe 1 », *Wikipedia*. 25 janvier 2025. Consulté le: 28 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Europe_1&oldid=1271770300
- [24] C. Fournier, « La désinformation climatique s’installe dans les médias français, selon un rapport d’experts », *Novethic*. Consulté le: 28 juin 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.novethic.fr/environnement/climat/desinformation-climatique-medias-france-quota-climat>
- [25] « Fortune Vincent Bolloré: €9.7 Billion Media Giant ». Consulté le: 27 mai 2025. [En ligne]. Disponible sur: <https://lama-fortune.com/en/fortune-vincent-bollor%C3%A9-vivendi/>
- [26] A. Klasa et D. Thomas, « Bolloré faces corruption complaint over former Africa logistics arm », *Financial Times*, 19 mars 2025.



[Fig. 1] Cartographie non-exhaustive des activités du groupe Bolloré